

## Rapport annuel 2009

### « Votre soutien nous aide à lutter! »

#### Dans ce numéro

Editorial	p. 2
La fondation SOLIFONDS	p. 2
Appels de fonds	p. 3
Action du 1 <sup>er</sup> Mai	p. 6
Autres actions	p. 8
Information et collaboration	p. 12
Changement à la coordination	p. 14
La solidarité: mission et perspective à la fois	p. 16
D'où vient l'argent du SOLIFONDS?	p. 17
Bilans comparés	p. 17
Comptes 2009	p. 18
Commentaire des comptes	p. 18
Amérique latine: la démocratie est en jeu	p. 20



Les femmes jouent un rôle décisif dans la lutte pour l'équité sociale, comme ici au Pérou.

Photo: Urs Sekinger

« Le 24 novembre 2008, l'entreprise minière PERUBAR, une filiale de la société suisse Glencore, a ordonné la fermeture immédiate de la mine de zinc Rosaura, dans le district de Chicla. D'un jour à l'autre, 500 travailleurs ont ainsi perdu leur emploi. A l'instar de bien d'autres compagnies, PERUBAR a invoqué, fin 2008, le prétexte de la crise économique et financière pour licencier arbitrairement des milliers de mineurs. »

Le sort décrit ci-dessus par Janet Barzola, secrétaire générale de l'association des femmes de mineurs au Pérou, a frappé des millions de personnes de par le monde. Les méfaits d'une économie toute axée sur le profit prennent diverses formes: en Indonésie, l'agro-industrie chasse les petits paysans de chez eux pour s'approprier leurs terres et pouvoir produire des agrocarburants; en Colombie, on déplace des peuples autochtones pour construire des barrages qui ne leur bénéficieront pas; à São Paulo, on ne laisse même pas les sans-abri s'installer dans un bâtiment en ruine.

Au Maroc, les groupements de femmes doivent par ailleurs lutter pied à pied pour le moindre pas en avant vers l'égalité des droits. Pendant ce temps, au Honduras, un putsch militaire ramène la vieille oligarchie au pouvoir: le vent de démocratisation qui souffle sur tout le continent latino-américain serait-il en train de tourner?

Voilà les événements dont nous rendons compte dans les pages qui suivent. Nous y parlons toutefois surtout des gens qui s'opposent à l'injustice et expliquons comment nous avons pu, grâce à votre soutien, les appuyer dans leur lutte. Nous tenons aussi à vous transmettre les vifs remerciements de nos partenaires, tels ceux qui servent de titre à ce rapport annuel et que nous avons reçus des femmes des mineurs péruviens.

## La fondation SOLIFONDS

Conformément à son acte de fondation, le SOLIFONDS a pour but de soutenir les luttes de libération sociale dans le tiers monde ainsi que la lutte pour la reconnaissance et le respect des droits humains, notamment des droits politiques et syndicaux fondamentaux, dans le monde entier et de diffuser des informations sur ces luttes en Suisse.

Le SOLIFONDS est soutenu par l'Union syndicale suisse (USS), le Parti socialiste suisse (PSS), l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO) et les organisations suivantes, qui œuvrent dans le domaine du développement: Comité Afrique, AAB Südliches Afrika, Déclaration de Berne (DB), Comité Guatemala, Magasins du Monde, Comités Nicaragua et Salvador, Comité suisse de soutien au peuple sahraoui, Terre des Hommes Suisse, Groupe de travail Suisse-Colombie, Fonds pour le développement et le partenariat en Afrique (FEPA).

### Composition du conseil de fondation:

**USS:** Dan Gallin, Hans Schäppi (président), Jean Christophe Schwaab;

**PSS:** Julia Gerber Rüegg, Daniel Gähwiler (depuis 2009), Remo Gysin, Urs Hänsenberger (jusqu'en 2008);

**OSEO:** Ruth Daellenbach, Bruno Gurtner (depuis 2009), Anne Gurzeler (jusqu'en 2008), Peter Schrembs;

**Cofondateurs:** Thomas Braunschweig (DB, depuis 2009), Dieter Drüssel (Secrétariat Amérique Centrale), Anne-Kathrin Glatz (DB, jusqu'en 2008) Barbara Müller (Comité Afrique), Stephan Suhner (Suisse-Colombie).

**Coordination:** Brigitte Anderegg (jusqu'au 30 septembre 2009), Urs Sekinger, Yvonne Zimmermann (depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009).

**Comptabilité:** Bruno Hangarter.

## Chère lectrice, cher lecteur,



Une année après la crise financière et bancaire de l'automne 2008, la situation est retournée à la normale: les banques au bord de la faillite ont été sauvées à coups de millions, grâce à l'argent des contribuables, et les actions des banques de même que les cours de la bourse ont repris l'ascenseur. Depuis mars, le Swiss Market Index a enregistré une hausse de 50%.

Pour les salariés, la crise est toutefois loin d'être finie: réductions d'effectifs et licenciements sont presque quotidiens. Et les difficultés économiques continuent de malmener de vastes couches de la

population dans les pays du Sud, qui ont été happés dans le tourbillon d'une crise à laquelle ils n'ont nullement contribué. Ce sont pourtant ces pays qui se ressentent le plus de la baisse des exportations, de la fuite de capitaux, du recul des investissements et de la diminution des transferts financiers des émigrants vers leur pays d'origine. Dans la plupart de ces pays, le revenu par habitant est à la baisse, la pauvreté et la faim, déjà graves, s'accroissent encore. Les objectifs de l'ONU, visant à réduire de moitié la pauvreté dans le monde d'ici 2015, paraissent hors de portée.

Le Groupe des vingt principaux pays industriels et émergents (G20), soit le club des vingt pays les plus riches, s'est arrogé les compétences d'un gouvernement mondial, alors qu'il est dépourvu de toute légitimité démocratique. Lors de sa dernière réunion, fin septembre 2009 à Pittsburgh, le secrétaire général de l'ONU a dû se contenter d'un rôle de figurant, tandis que le G20 se hissait au rang de seule instance capable de combattre la crise. Comme avant l'éclatement de l'Union soviétique, le monde est partagé en trois: les riches pays du centre, les principaux pays émergents et le tiers monde des pays pauvres, condamnés à faire les quatre volontés du G20.

Dans la lutte contre la crise, la conférence du G20 n'a pas apporté de grands progrès en vue de soulager les masses. Ce n'était d'ailleurs pas vraiment son but, car elle visait davantage à stabiliser le système financier dans l'intérêt du capital et des propriétaires. Le G20 a d'ailleurs à nouveau fait appel au FMI et à la Banque mondiale, ces mêmes institutions qui ont par exemple, à cause des mesures d'ajustement structurel naguère imposées aux pays pauvres, largement contribué à la crise économique actuelle.

Mais la résistance s'intensifie. Toute une série d'Etats latino-américains s'efforcent de se doter des bases qui leur permettront de choisir leur développement en toute autonomie. Organisations populaires, syndicats, groupements de femmes et autres se battent pour le changement, l'accès aux ressources et le respect de leurs droits. Tous ont besoin d'urgence de la solidarité internationale, et le SOLIFONDS se doit d'en être.

Dans ce rapport annuel, nous présentons les actions auxquelles le SOLIFONDS a apporté un soutien décisif au cours de l'année écoulée. Nous avons pu le faire grâce aux contributions régulières et aux dons que vous nous versez, et je vous en remercie du fond du cœur.

Pour terminer, nous évoquerons le changement intervenu au sein de l'équipe du SOLIFONDS. Après avoir passé dix-neuf ans à la coordination, Brigitte Anderegg a quitté le SOLIFONDS, parce qu'elle souhaite se consacrer à une autre activité. Nous le regrettons sincèrement, car elle a marqué notre organisation de sa personnalité et de son professionnalisme. Nous avons trouvé, en Yvonne Zimmermann, une nouvelle coordinatrice, qui bénéficie d'une longue expérience dans le domaine de la solidarité et qui pourra en outre représenter la jeune génération.

A handwritten signature in black ink, which appears to read 'Hans Schäppi'.

Hans Schäppi, président

## Appel de fonds 1/2009

### Droits de la femme et liberté syndicale dans le Maghreb

Si la situation semble s'être apaisée dans le Maghreb, les divers pays de la région sont en ébullition. Les régimes ne parviennent à maintenir le statu quo qu'en recourant à la répression et en violant les droits humains. Syndicats et organisations de femmes s'engagent au contraire pour l'amélioration des conditions sociales et l'instauration de la démocratie. L'appel de fonds du printemps a permis au SOLIFONDS de soutenir trois initiatives allant dans ce sens.

#### Maroc: caravanes de la solidarité pour les droits des femmes

Le douar de Tinouainane, dans le sud du Maroc, compte 2450 habitants et la route de 30 km qui le relie au chef-lieu de province, Taroudant, dans l'arrière-pays d'Agadir, n'est que partiellement goudronnée. Le hameau n'a pas de services médicaux, la petite école accueille 192 élèves et il n'y a ni bibliothèque ni place de sport. Sur l'ensemble de la population, 58% des hommes et 87% des femmes ne savent ni lire ni écrire.



La tente de la caravane de la solidarité est un lieu de rencontre: à l'intérieur et autour, les femmes débattent de leurs droits, de la santé et de l'éducation. Photo: cfd – l'ONG féministe pour la paix

C'est là que la caravane de la solidarité a dressé sa grande tente le 14 mai dernier. Sous la direction de la Ligue démocratique pour les droits de la femme (LDDF), seize organisations, groupements régionaux et locaux de femmes en tête, avaient réuni cent volontaires, dont quelques professionnelles, et les avaient préparées pour mener à bien la mission de la caravane: entrer en contact avec les habitantes et les habitants de Tinouainane et des hameaux environnants, afin de débattre des droits des femmes ainsi que des problèmes sociaux et de santé, et de rechercher des solutions. De l'avis de la LDDF, la pauvreté, l'analphabétisme et l'ignorance sont en effet à l'origine de la plupart des problèmes: «La non-application du code de la famille est la cause de bien des souffrances pour les femmes et les enfants rencontrés: répudiation, violences, polygamie, absence de droits, voire parfois absence d'Etat civil pour les enfants.»

Pendant les trois jours suivants, 520 personnes sont venues consulter les médecins et certaines ont aussitôt bénéficié de soins; 62 ont reçu des conseils juridiques; 1500 femmes et hommes ont pris part à des manifestations d'information sur les droits des femmes, où l'on a également évoqué les difficultés liées à la scolarisation des jeunes filles, la lutte contre l'analphabétisme et la protection de l'environnement. Un atelier a été consacré au rôle des coopératives de fem-

mes et de jeunes filles dans la stratégie visant à éradiquer la pauvreté. Les femmes d'autres hameaux ont raconté comment le travail en coopérative leur a permis d'améliorer leur production d'huile d'argan ou l'élevage de chèvres.

«Les foules nombreuses, composées surtout de femmes et d'enfants, démontrent à l'évidence qu'il existe des besoins énormes en matière d'information sur les droits des femmes, comme en matière de santé et d'éducation», conclut la LDDF dans son rapport final.

Une autre caravane, plus petite, a fait halte les 30 et 31 mai à Hajr Enhal, un douar dans l'arrière-pays de Tanger. Ici, un total de 840 personnes ont pris part aux mêmes activités.

C'est surtout la population des deux hameaux qui a profité de la venue des caravanes. Mais les groupements régionaux et locaux ont aussi pu améliorer leur ancrage au sein de la population et intensifier leur collaboration avec la LDDF. Celle-ci s'est traduite par l'élaboration d'un catalogue de revendications et de recommandations concernant la législation, l'éducation scolaire, la santé et l'économie. Il s'agira à présent de les mettre en œuvre. (45 000 francs)

Au terme d'une longue lutte, les mouvements de femmes au Maroc ont obtenu la promulgation, en 2004, d'un nouveau code de la famille, qui passe pour le plus progressiste du Maghreb. Après cinq années, les femmes continuent cependant de souffrir de graves inégalités dans des domaines tels que le divorce, les allocations pour enfants, les successions, la polygamie et le mariage de mineures. En outre, les fondamentalistes religieux critiquent de plus en plus le nouveau code de la famille de même que l'amélioration de la condition féminine, car ils refusent tout progrès sur la voie vers l'égalité des droits.

#### Algérie: formation syndicale pour les femmes

Si les réserves de gaz et de pétrole assurent la prospérité de l'Algérie, les richesses engrangées disparaissent dans les poches d'une minorité nantie, alors que les problèmes sociaux sont légion. Et, comme en Tunisie, les critiques adressées au pouvoir et à sa politique économique et sociale sont mal perçues, les travailleurs soumis à un contrôle strict et, au besoin, sévèrement rappelés à l'ordre. Des syndicats indépendants ont néanmoins vu le jour dans divers secteurs et se battent malgré tout inlassablement pour une Algérie sociale et juste.

Parmi eux figure le Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (SNAPAP), dont la commission féminine a demandé au SOLIFONDS de financer une formation syndicale de base pour les femmes. Elle devait apprendre aux militantes syndicalistes à se servir des outils de communication, à mener des négociations et à promouvoir les femmes, plus exactement à renforcer leur position au sein des syndicats et vis-à-vis de l'extérieur.



La formation pour renforcer le pouvoir des femmes syndicalistes.  
Photo: SNAPAP

Du 14 au 16 juin, trente syndicalistes venues de tout le pays ont suivi ce cours de formation. De retour chez elles et à leur travail, elles vont à présent jouer le rôle de multiplicatrices. (15 000 francs)

#### **Tunisie: CGTT, Gafsa et délégation de l'OIT**

Au cours du premier semestre de 2008, un vent de révolte a soufflé sur Gafsa, ville tunisienne à 350 km au sud-ouest de la capitale: les habitants sont descendus dans la rue pour dénoncer les méthodes d'engagement mafieuses et corrompues pratiquées par la Compagnie des phosphates de Gafsa (CPG). Résolue mais pacifique, la protestation s'est étendue à toute la région: grèves, occupations et manifestations ont mobilisé des milliers de personnes. Le mouvement a été réprimé dans la violence et l'on a dénombré plusieurs morts. Les leaders du mouvement ont été condamnés à de

lourdes peines de prison au cours d'un procès inéquitable. Répondant à un appel de l'union syndicale indépendante CGTT, le SOLIFONDS a contribué à financer la défense des accusés. (7500 francs)

Il a par ailleurs permis à la CGTT de déposer une plainte contre la Tunisie auprès de l'Organisation internationale du travail (OIT) à Genève. L'union syndicale reproche en particulier à l'Etat tunisien d'enfreindre les conventions sur la liberté syndicale.

En juin, le comité compétent au sein de l'OIT a adopté des recommandations qui invitent la Tunisie à garantir la liberté d'association, ainsi qu'à reconnaître tous les syndicats et pas seulement ceux affiliés au syndicat étatique UGTT. (3200 francs)



Des femmes protestent contre l'iniquité des peines de prison prononcées contre des dirigeants syndicaux à Gafsa.  
Photo: CGTT

### **Appel de fonds 2/2009 – Fonds d'action** **Grève en Colombie, marche en Inde: l'aide d'urgence est souvent cruciale!**



Ouvriers du syndicat SINTRAIME en grève à la gare de Bosconia peu avant l'intervention brutale de la police.  
Photo: SINTRAIME

#### **Colombie: SINTRAIME – grève chez Glencore**

Dans le nord de la Colombie, le printemps a été marqué par des conflits du travail dans plusieurs entreprises minières. Le plus virulent et le plus long est survenu à la FENOCO, la société de chemins de fer qui transporte le charbon de Glencore-Xstrata et de Drummond jusqu'à la mer.

En novembre 2008, des employés ont fondé une section du syndicat SINTRAIME, qui a présenté à la compagnie un catalogue de revendications en vue de conclure une convention collective de travail. La FENOCO a toutefois rejeté toute idée de négociation, prétextant que le SINTRAIME, syndicat des ouvriers de la métallurgie, n'était pas légalement compétent pour regrouper les employés d'une entreprise de transport. La véritable raison était bien sûr ailleurs: SINTRAIME est connu pour sa pugnacité. Le syndicat a d'une part rétorqué que l'entretien des voies relevait pour l'essentiel d'un travail sur le métal; d'autre part, il a modifié ses statuts afin d'admettre les ouvriers des transports en son sein.

Malgré plusieurs tentatives de dialogue, les forces de l'ordre sont intervenues le 19 avril et on mis fin, dans la violence, à une grève entamée fin mars 2009. Le 22 avril, le tribunal du travail de Santa Marta a jugé que la grève avait été légale et que la FENOCO devait négocier avec le syndicat. En juin, la Cour suprême a cependant cassé ce jugement, et la FENOCO a aussitôt réagi en licenciant vingt-cinq ouvriers, dont huit dirigeants syndicaux. Le SOLIFONDS, qui avait appuyé la grève, a protesté auprès de la direction de l'entreprise contre ce procédé hostile aux syndicats. (15 000 francs)

### **Inde: Ekta Parishad – mobilisation des sans-terre au Kerala**

Le mouvement populaire indien Ekta Parishad (Alliance solidaire) lutte pour les droits des sans-terre, surtout des peuples autochtones (*adivasis*) et des sans-caste ou intouchables (*dalits*). Le SOLIFONDS a déjà soutenu sa lutte à plusieurs reprises, par exemple en 2007, lorsque Ekta Parishad a mobilisé 25 000 sans-terre pour marcher sur la capitale, New Delhi, afin d'exiger du gouvernement qu'il adopte des mesures concrètes pour appliquer la réforme agraire. Appelée «*janadesh*», cette marche a remporté un grand succès: le gouvernement a mis sur pied une commission nationale de la réforme agraire et le parlement a adopté une loi sur les droits des populations autochtones à exploiter la forêt. Cette loi comporte toutefois des lacunes et donne lieu à diverses interprétations. Il importe dès lors de maintenir la pression sur les autorités des divers Etats de la fédération indienne, pour faire respecter les droits des couches défavorisées de la population. Voilà pourquoi Ekta Parishad prévoit aussi une marche des sans-terre (*padyatra*) au Kerala.

Grâce à l'appui du SOLIFONDS, les préparatifs sont déjà en cours: dans quatre régions de l'Etat, des assemblées ont eu lieu avec la population et les autorités locales, qui ont servi à débattre du problème de la propriété foncière, ainsi que des droits des sans-terre et des autochtones. Début 2010, le dernier versement du SOLIFONDS contribuera à financer une marche à travers l'Etat du Kerala. Son objectif sera d'unir les diverses luttes pour la terre et de faire pression sur le gouvernement. (14 000 francs)



Réunion de sans-terre pour préparer la marche à travers le Kerala.  
Photo: Ekta Parishad

### **Appel de fonds 3/2009: Indonésie: Walhi – résistance à la mainmise des géants de l'huile de palme**

En l'espace de quelques années, l'Indonésie est devenue le premier producteur et exportateur d'huile de palme dans le monde. Le pays a déjà sacrifié 7 millions d'hectares de forêt vierge et de tourbières à la culture de palmiers, donc aux agrocarburants. Dans le village de Karang Mendapo, sur l'île de Sumatra, la compagnie Sinar Mas a déboisé d'un jour à l'autre plus de 600 hectares d'une forêt luxuriante. Les paysans ont ainsi été privés d'une partie de leurs revenus et de leurs moyens de subsistance, Sinar Mas ne leur versant qu'une compensation dérisoire. Mais les paysans se sont organisés pour protester contre l'injustice subie. Sommés de rendre les terres qu'il voulait accaparer, le consortium a exigé qu'ils lui remboursent les 4 millions d'euros qu'il dit avoir investi pour implanter ses cultures. En août 2008, les paysans ont répliqué en occupant la plantation. Ils furent alors victimes d'intimidations et de mauvais traitements.

Le SOLIFONDS a promis un appui à la plus ancienne organisation écologiste d'Indonésie, Walhi, et aux paysans de Karang Mendapo, pour qu'ils puissent agir en justice afin de faire enregistrer leurs droits de propriété, d'empêcher ainsi les géants de l'huile de palme de s'appropriier leurs terres et de protéger en fin de compte la forêt contre le déboisement.

En octobre 2009, un terrible séisme a secoué l'île de Sumatra, rendant les communications très difficiles. Nous avons

donc dû remettre notre action de soutien à plus tard mais la reprendrons dès que nos partenaires en Indonésie seront à nouveau en mesure d'agir.  
(Montant prévu: 45 000 francs)



Les grandes compagnies accaparent les terres pour planter des palmiers à huile: la production d'agrocarburant détruit les moyens de subsistance des habitants.  
Photo: Rettet den Regenwald e.V.

## Appel de fonds 3/2008

### Bolivia : « Mais que pouvons-nous donc attendre d'un sale Indio ? ! »

L'exclamation de Ruth Lozada, du comité des femmes de la droite bourgeoise de Santa Cruz, exprime tout le mépris et tout le racisme de la classe aisée bolivienne à l'égard de la population indigène. Cette caste avait en effet l'habitude de régner, réduisant au servage des portions entières de la population. L'élection d'Evo Morales, un Indio, à la présidence en 2005 et son éclatante victoire dans les urnes en août 2008, puis l'élaboration d'une nouvelle Constitution, ont mis un terme à la suprématie de cette oligarchie. Le rejet de tout changement par la droite s'est mué en une vague de violence contre les indigènes et les institutions de l'Etat. Grâce aux efforts du président Morales, le parlement a adopté à mi-octobre 2008, par deux tiers des voix, une version remaniée de la nouvelle Constitution, dont la teneur a été confirmée par 60% des votants lors du scrutin populaire du 25 janvier 2009. Ce texte annonce de profonds changements, puisqu'il accorde des droits élargis aux peuples indigènes, qui forment la majorité de la population, et prévoit d'appliquer la réforme agraire ainsi que de mieux répartir les revenus des matières premières.

Le SOLIFONDS a soutenu la campagne d'information et de mobilisation du Syndicat des petits paysans (CSCB), ainsi que celle du comité des femmes du Mouvement des sans-terre (MST). (30 800 francs)



La nouvelle Constitution est un pas important vers la démocratie participative.

Photo: Archives

## Action du 1<sup>er</sup> Mai

### Pérou : les mineurs refusent de payer les déficits de Glencore

Chicla, petite localité des Andes, à 3700 mètres d'altitude et à trois heures de route de la capitale péruvienne, Lima. Le 22 mars dernier, petits paysans, mineurs et autres habitants ont répondu en nombre à l'appel des autorités locales et se sont réunis en assemblée extraordinaire. Des sujets brûlants étaient à l'ordre du jour, car les trois compagnies minières opérant sur le territoire de la commune, dont PERUBAR qui appartient à la Zougoise Glencore, avaient licencié une partie de leur personnel et cessé de s'acquitter de leurs impôts.



Extraction de matières premières: gros bénéfices pour les multinationales, graves conséquences pour les ouvrières, les ouvriers et les populations locales.

Photo: Elena Muguruza

Les personnes réunies furent pourtant déçues. Une seule des compagnies a fait lire une brève déclaration et le président de la commune, Felix Carlos, n'est même pas venu, car sa société d'emploi temporaire est par trop impliquée dans l'exploitation minière.

La situation s'était envenimée depuis l'automne 2008, explique Janet Barzola, présidente de la Centrale nationale des femmes de mineurs (Central Nacional de la Mujer Minera, CNMM). Le 24 novembre fut une journée noire pour les quelque 500 ouvriers de la mine de Rosaura, à Chicla. Ce jour-là, PERUBAR, propriétaire de la mine, a soudain décidé de cesser ses activités sur place et de licencier tous les mineurs. Ses motifs ? Avec la chute des prix des matières premières, l'extraction du zinc était devenue déficitaire.

A ce moment-là, des négociations étaient justement en cours au sujet d'une plainte que le syndicat des ouvriers de Rosaura avait adressée au Ministère du travail, pour dénoncer les violations de la législation sur le travail dont PERUBAR s'était rendue coupable. De plus, un syndicat national des travailleurs de l'exploitation minière, que de nombreux syndicats d'entreprise voulaient rejoindre, était sur le point de voir le jour. Le congrès constitutif devait avoir lieu le 10 décembre, Journée internationale des droits humains. Le syndicat de Rosaura ayant joué un rôle déterminant dans les préparatifs, la fermeture de la mine et le licenciement des ouvriers ont fait capoter le projet.

Malgré l'opposition virulente des autorités communales et du syndicat des mineurs au bénéfice d'un contrat fixe, l'assemblée a chargé la CNMM de mener des négociations.

Ce sont les femmes qui ont surtout soutenu cette idée : « Elles n'avaient jusqu'alors jamais pu se prononcer sur un projet aussi précis, comprenant une plateforme claire et un plan d'action. » La CNMM s'est ainsi mise à l'œuvre, avec l'appui du SOLIFONDS.

La centrale a déposé des plaintes auprès du Ministère des mines (fermeture injustifiée de la mine), du Ministère du travail (licenciements arbitraires) et du point de contact de l'OCDE (violation des règles de l'OCDE). Il s'agit là de procédures qui prennent du temps, et les manœuvres juridiques de PERUBAR/Glencore ne font que les tirer en longueur. Les décisions attendues revêtent toutefois une importance capitale pour le Pérou, et les femmes de la CNMM sont persuadées d'obtenir gain de cause. En été, elles ont enregistré un premier succès : le Ministère des mines est entré en matière sur leur plainte. De plus, le syndicat des mineurs temporaires a officiellement vu le jour en septembre. (11 500 francs)

Tous les deux ans, les représentants des grandes compagnies minières du monde se réunissent à Arequipa, dans le sud du Pérou. Cette année, la 29<sup>e</sup> édition de cette convention minière s'est une fois de plus heurtée à des protestations. La CNMM et ses membres ont mené des activités pendant toute la durée du congrès. Lors de séminaires avec



Secrétaire générale de la CNMM, Janet Barzola porte la lutte des mineurs devant les médias.  
Photo : CNMM

des collègues colombiennes et mexicaines, elles ont par exemple mis au point des stratégies communes contre les multinationales minières. Là encore, la CNMM donne d'elle l'image d'une organisation qui lutte résolument pour les normes du travail, les droits sociaux et la protection de l'environnement. (7800 francs)

## Action du 1<sup>er</sup> Mai 2008

### SADSAWU : syndicat sud-africain des travailleuses domestiques

Grâce aux réserves de l'action du 1<sup>er</sup> Mai 2008, le SOLIFONDS a pu fournir un nouvel appui au SADSAWU. Le syndicat voulait cette fois mobiliser ses membres en vue d'obtenir du Ministère du travail et du parlement qu'ils relèvent le salaire minimal des employées de maison et d'exercer la pression nécessaire pour que ce salaire soit effectivement versé.

Dans une deuxième campagne, il proteste contre les sociétés d'emploi temporaire, qui placent des jeunes femmes des campagnes ou des immigrées dans les ménages et les font travailler à des conditions inhumaines. Le SADSAWU a obtenu la fermeture de certaines d'entre elles.

Notre contribution a par ailleurs permis au syndicat d'acquiescer un ordinateur, qui améliore ses possibilités de communication. (9100 francs au total)



Myrtle Witbooi, secrétaire générale du syndicat des travailleuses domestiques SADSAWU, lors d'une rencontre avec des membres.  
Photo : SADSAWU



*Sans vos promesses de contribution et vos dons,  
le SOLIFONDS ne serait pas en mesure de soutenir  
tant d'actions à travers le monde.*

*Nous vous remercions vivement  
pour votre solidarité !*

## Autres actions

### Colombie: Cabildos Emberá Katío – marche de protestation des peuples autochtones

Pendant que les coupeurs de canne à sucre faisaient grève (voir en bas), les membres de communautés autochtones de Colombie se mobilisaient en un vaste mouvement de protestation (Minga nacional por la vida y la dignidad) pour dénoncer les violations des droits humains dont ils sont victimes et exiger du gouvernement qu'il respecte leurs droits culturels, juridiques politiques et sociaux. Sur les 102 groupes ethniques du pays, 18 sont menacées d'extinction. En raison des richesses souterraines qu'ils renferment et de leur place stratégique pour certains projets d'infrastructure, les territoires indigènes sont devenus le théâtre d'affrontements entre divers groupes armés.

Grâce à la contribution du SOLIFONDS, une délégation des Emberá Katío a pu prendre part à la marche sur la capitale, Bogotá. Ce peuple a déjà payé fort cher quelques projets dits de développement, c'est-à-dire la construction de barrages: ces dernières années, les paramilitaires ont tué 5 de leurs dirigeants et 13 membres de leur communauté. La construction d'un nouveau barrage inondera 50 000 hectares de forêt vierge,



Minga: mobilisation massive des peuples autochtones. Photo: Minga

qui correspondent à la moitié des terres ancestrales des Emberá Katío. Mais ce n'est pas tout, leur territoire est militarisé et ils sont constamment surveillés par l'armée.

Voici le triste bilan des manifestations résolues, mais pacifiques qui ont eu lieu dans le cadre de la Minga nacional por la vida y la dignidad: 5 morts et plus de 129 blessés, tous victimes des unités spéciales de la police. (6274 francs)

En Colombie, le gouvernement encourage la culture de canne à sucre, car elle permet, comme l'huile de palme, de produire des agrocarburants pour l'exportation. Les fonctionnaires de l'Etat ont d'ailleurs vivement critiqué la grève, insinuant qu'elle était soutenue par la guérilla. L'armée et des services d'ordre privés ont attaqué les grévistes, blessant une centaine d'entre eux. Les calomnies et les accusations lancées contre les ouvriers, de même que leur misère, tant matérielle qu'humaine, ont par ailleurs soulevé une vague de solidarité nationale et internationale, à laquelle le SOLIFONDS a pris part: il a soutenu la grève en versant 10 000 francs au syndicat des coupeurs de canne à sucre (Sinalcorteros).



Le dur labeur des coupeurs de canne à sucre.

Photo: Archives

Après cinquante-six jours et d'après négociations, la grève a pris fin. Les ouvriers ont en effet obtenu quelques améliorations: la durée quotidienne de travail a notamment été ramenée à huit heures et le prix de la tonne de canne à sucre coupée a été relevé de 11,5%. Leur victoire politique et morale est tout aussi importante: les coupeurs de canne à sucre suscitent désormais le respect et leurs syndicats sont sortis renforcés de la lutte. (10 000 francs)

### Colombie: Sinalcorteros – grève des coupeurs de canne à sucre

En septembre, environ 32 000 coupeurs de canne à sucre et employés des usines sucrières du département de Cauca se sont mis en grève, pour protester contre des conditions de travail déplorables et des salaires de misère. Ils exigeaient avant tout que l'on remplace les «coopératives de travail», engagées sur mandat, par des contrats individuels de travail. Les membres de ces coopératives doivent en effet financer eux-mêmes la prévoyance vieillesse, les assurances sociales, les outils de travail et le transport. De plus, leur salaire n'est ni horaire ni mensuel, mais calculé à la tonne de canne à sucre coupée. C'est pourquoi ils travaillent douze heures par jour, voire plus, ne prenant qu'un jour de congé par mois.

### Brésil: MAB – campagnes des victimes de barrages en Amazonie

Le bassin de l'Amazonie est l'un des écosystèmes les plus riches et les plus diversifiés, qui joue un rôle crucial pour le climat et l'équilibre naturel de la planète. Abrisant un tiers des forêts tropicales subsistant encore sur terre, 30% de toutes les espèces animales et végétales connues et 12% des réserves d'eau douce, la région sert aussi d'habitat à 370 communautés autochtones. Son potentiel économique est tel que la quête du profit tend hélas à détruire irrémédiablement des portions croissantes de cette nature encore intacte: chaque année, on déboise 15 000 km<sup>2</sup> de forêt tropicale pour faire de la place à des pâturages et à d'im-



menses monocultures de canne à sucre, d'eucalyptus et de soja. L'extraction des richesses du sous-sol porte gravement atteinte à l'environnement, tandis que la construction de barrages, destinés à produire de l'énergie, inonde des pans entiers de forêt et prive les riverains de leurs moyens traditionnels de subsistance. Le barrage de Tucuruí est un exemple flagrant d'un système absurde : vingt années après la construction du premier grand barrage hydroélectrique sous les tropiques, des milliers de familles attendent encore l'arrivée de l'électricité et des terrains de remplacement, alors que le géant mondial de l'aluminium, Alcoa, consomme chaque année pour quelque 200 millions de dollars d'électricité subventionnée.

Le Movimento dos Atingidos por Barragens (MAB) défend les intérêts des victimes de barrages et plaide pour une production énergétique durable. Fin janvier, il a organisé des assemblées populaires dans trois régions où de nouvelles usines hydroélectriques sont prévues ou déjà en construction : sur le Rio Madeira (Etat de Rondônia), à Tucuruí et à Belo Monte (Etat de Pará) et dans la région frontalière de Tocantins et de Maranhão. Des centaines de participants (habitants lésés, écologistes, défenseurs des droits humains, etc.) ont débattu de l'impact d'un tel développement et formulé des revendications à l'intention des entreprises et des autorités. Ces problèmes ont par ailleurs été portés à l'attention de l'opinion internationale au Forum social mondial, réuni à la même période à Belém. Le SOLIFONDS a contribué à financer le voyage et la nourriture des participantes et des participants, ainsi que l'infrastructure des assemblées. (9825 francs)

### **Paraguay : MAP – Semaine de lutte pour la petite agriculture**

La vague d'espoir soulevée l'an dernier par l'élection de l'ex-évêque Fernando Lugo à la présidence a fait place à une profonde désillusion. Le bouleversement social que le peuple attendait n'a pas eu lieu ; non seulement parce que la vieille oligarchie (formée par les gros propriétaires terriens, la mafia et les contrebandiers) n'en voulait pas, mais parce que la base populaire n'avait pas été assez préparée au changement. Les principaux problèmes du nouveau gouvernement résident dans les vieilles habitudes du système précédent, encore en cours au parlement et au sein de l'appareil judiciaire.

En juin, le mouvement des petits paysans et des sans-terre (Movimento Agrario y Popular, MAP) a organisé les quatrièmes journées en souvenir de Tekojoja, cette communauté de petits agriculteurs qui a obtenu, au prix de la vie de deux de ses membres, la restitution de terres volées par des producteurs de soja et qu'elle voue aujourd'hui à une exploitation collective.

Ces journées visent à garder en mémoire la lutte pour la petite agriculture et la protection de l'environnement, et contre la pollution due aux monocultures de soja. Divers ateliers ont donné l'occasion aux participants de débattre de la politique agricole, tant nationale qu'internationale, et d'apprendre à mieux connaître leurs droits sociaux et constitutionnels. Ils ont aussi souligné l'importance de la lutte commune pour une véritable réforme agraire et le changement politique et social au Paraguay. Le clou de ces journées fut l'inauguration

de la station de radio communautaire Tekojoja, qui diffusera à l'avenir des informations pratiques sur l'agriculture, la santé et l'éducation, tout en servant de porte-parole au mouvement. La culture des petits paysans de même que les échanges d'expériences et de semences figuraient aussi au programme de la commémoration.

La contribution du SOLIFONDS a permis d'acheter le matériel nécessaire pour les ateliers, des drapeaux et des affiches, de couvrir les frais de photocopie, de téléphone et de nourriture, ainsi que de louer des haut-parleurs, des tables et des chaises. (4385 francs)



Tekojoja : un grand pas en avant vers la petite paysannerie et la souveraineté alimentaire.  
Photo : MAP

### **Bangladesh : NGWF – campagne pour le bonus du ramadan**

Au Bangladesh, 2,5 millions de personnes, dont 85 % de femmes, sont employées dans l'industrie de l'habillement. Alors qu'elles travaillent de quatorze à seize heures par jour, souvent sept jours par semaine, elles gagnent environ la moitié moins que d'autres salariés. Pas étonnant qu'elles comptent davantage sur le bonus du ramadan, qui équivaut à un mois de salaire. Selon la Constitution, tout travailleur a droit à ce bonus. Il y a cinq ans encore, l'industrie textile ne l'accordait pourtant que rarement. Le syndicat des ouvrières du textile NGWF ayant multiplié les campagnes pour obtenir son versement, environ 60 % des ouvriers et des ouvrières l'ont touché l'an dernier. Or, cette année, le syndicat craignait que les entreprises n'invoquent le prétexte de la crise pour ne pas payer le bonus, d'autant que certaines ont déjà essayé de fermer des usines et de licencier du personnel.

Le syndicat a dès lors mené une campagne des plus déterminées en faveur du bonus ; campagne que le SOLIFONDS a soutenue. Pendant le mois de jeûne, la NGWF a organisé des conférences de presse, des réunions d'employés du textile et des manifestations, et envoyé des lettres à toutes les usines de la branche, ainsi qu'au Ministère du travail. Dans une action conjointe, les ouvriers et les ouvrières ont de plus bloqué l'association des entreprises exportatrices de l'industrie du textile (BGMEA). Suite à cette campagne, plus de 80 % des personnes travaillant dans le textile ont reçu le bonus du ramadan. (4812 francs)

**Guatemala: Sitopgema – assistance juridique**

Les employés d’Empagua connaissent un horaire peu habituel : ils travaillent pendant 24 heures d’affilée et ont ensuite 48 heures libres. Dans ce cas, la loi sur le travail prescrit une majoration de 100% de la rétribution de 12 heures de travail. Or l’entreprise refuse depuis longtemps de s’y soumettre.

En mars 2004, le Sitopgema (syndicat des employés du service communal des eaux de Guatemala, Empagua) a dès lors déposé une plainte, qui a été rejetée le 16 avril 2008 par le tribunal de première instance. Le 21 juillet, l’instance d’appel a toutefois admis la plainte et condamné l’entreprise à payer 128 heures supplémentaires par mois. Empagua ayant recouru contre cette décision, l’affaire est à présent devant la Cour suprême qui a commencé à l’examiner le 19 mars 2009.

Jusqu’à-là, le syndicat avait puisé dans sa caisse pour payer tous les frais de la procédure. Afin de limiter les coûts, les syndicalistes ont demandé à des juristes expérimentés de rédiger la plainte, mais ont défendu eux-mêmes leur cause au tribunal. Cette position les désavantage, car ils ne peuvent contrer assez rapidement les tactiques procéduraires de la partie adverse. C’est aussi l’une des principales raisons qui font que le procès s’éternise.

Le SOLIFONDS a accordé un appui financier au Sitopgema. Si le syndicat obtient gain de cause, il versera l’argent dans un fonds destiné à fournir une assistance juridique aux syndicats guatémaltèques qui devront porter une affaire devant la justice. (4450 francs)

**Honduras: CUTH/Frente – opposition aux putschistes**

Le 28 juin dernier, l’armée hondurienne a, d’entente avec l’oligarchie, renversé le gouvernement Zelaya et emmené le président à l’étranger. Les putschistes n’avaient toutefois pas prévu la violente réaction du peuple. La politique de Manuel Zelaya avait en effet entrouvert la voie vers une démocratie devant bénéficier à la grande majorité des habitants et engendré de premiers progrès sociaux. C’est pour préserver ces acquis que la population est descendue dans la rue, emmenée par des organisations, dont le syndicat CUTH, regroupées au sein du Frente Nacional de Resisten-



Depuis des mois, les mouvements populaires honduriens résistent aux putschistes. Photo: Frente

cia contra el Golpe de Estado (Front national d’opposition au coup d’Etat). Bien que l’armée et la police soient intervenues avec une dureté inouïe, le Frente n’a jamais baissé les bras.

A l’heure où nous écrivons ces lignes, les putschistes ont annoncé des élections pour fin novembre. Ils refusent cependant d’envisager le retour au pouvoir du président Manuel Zelaya, violant ainsi un accord conclu fin octobre. Dans ces conditions, les mouvements populaires jugent que ces élections sont illégitimes : ils ont décidé de les boycotter et prônent leur non-reconnaissance. Le Frente et la population continueront d’exiger la démocratisation du pays et la convocation d’une assemblée constituante (lire notre article de la dernière page). (10000 francs)

**Hongkong – droits des employées de maison indonésiennes**

Selon les estimations de l’Organisation internationale du travail (OIT), 100 millions de femmes de par le monde travaillent comme employées domestiques. Elles appartiennent à la main-d’œuvre la plus exploitée de l’économie mondiale. A Hongkong, environ 235000 immigrées exercent le métier d’employée de maison. La plupart d’entre elles viennent soit des Philippines (119000) soit d’Indonésie (108000). Leur



Lors de leur réunion dominicale dans un parc, les employées de maison du syndicat IMWU débattent de la future convention de l’OIT.

Photo: Brigitte Anderegg

salaires est certes fixé par la loi, mais elles sont souvent maltraitées par leurs employeurs et exploitées sans vergogne par les agences de placement.

En collaboration avec d’autres organisations regroupant leurs compatriotes, le syndicat des travailleuses migrantes indonésiennes (IMWU) se bat contre ces agences de placement sans scrupules et les prescriptions légales hostiles aux immigrées. Fondé en 1999, l’IMWU compte aujourd’hui 6000 membres. Il leur propose des cours, par exemple sur les normes du travail en vigueur, les droits des migrantes, la santé et les problèmes propres aux femmes, ou encore comment s’exprimer en public ou diriger une équipe. En 2008 et en 2009, le SOLIFONDS a fourni une aide initiale à ce syndicat pour qu’il puisse louer un bureau et créer un poste de permanente. Ces structures doivent permettre

à l'organisation, qui fonctionnait jusqu'alors uniquement grâce au bénévolat, de défendre plus efficacement les intérêts de ses membres, de grossir ses rangs et de se doter ainsi d'une base financière solide.

Ce soutien a pu être versé grâce aux dons récoltés lors de l'action du 1<sup>er</sup> Mai 2008 et, en particulier, grâce à l'appui de la Fondation Berti Wické. (*Le SOLIFONDS a jusqu'ici versé 18 000 francs à l'IMWU et prévoit de lui transférer encore 25 000 francs.*)

### **China: LAC – soutien aux tailleurs de pierres précieuses atteints de silicose et à leurs familles**

Grâce à un don destiné aux travailleurs migrants chinois, le SOLIFONDS a pu soutenir les activités de la Labour Action China (LAC). Il s'agit d'une organisation de défense des travailleurs avec qui le SOLIFONDS mène depuis plusieurs années une campagne pour les droits des tailleurs chinois de pierres précieuses (voir Information et collaboration). Vu la quantité de poussière dans les ateliers et les maigres mesures destinées à protéger la santé dans les fabriques, nombre d'ouvriers encore jeunes souffrent de la maladie mortelle qu'est la silicose. Avec l'appui de la LAC et une contribution initiale du SOLIFONDS, neuf anciens tailleurs ont mis sur pied trois centres de consultation pour les personnes atteintes de silicose et leurs familles: un à Shenzhen, centre de l'industrie de la joaillerie, et deux dans le Sichuan, province d'origine de ces travailleurs migrants. Ils fournissent des conseils juridiques à leurs collègues et les encouragent à se battre pour leurs droits. Ils ont par ailleurs institué un fonds qui permet à 153 enfants de tailleurs malades ou décédés de poursuivre leur scolarité. (4852 francs)



Conditions de travail néfastes pour la santé dans les ateliers chinois où l'on taille les pierres précieuses. Photo: LAC

### **Fonds de solidarité du personnel OSEO – Brésil: lutte du Mouvement des sans-abri**

La pénurie de logements sévit dans pratiquement toutes les villes brésiliennes: il manque au total quelque 8 millions de logements, alors que plus de 6,5 millions sont inhabités. Enfin, 11 autres millions d'appartements ne sont pas



Prestes Maia in São Paulo: jusqu'à son évacuation en 2007, ce fut la plus grande «occupation verticale» d'Amérique latine.

Photo: Maíra Soares

complètement raccordés aux réseaux d'électricité, d'eau et d'assainissement. Avec ses 20 millions d'habitants, la ville de São Paulo illustre bien le drame que représente cette situation: plus de 3 millions de personnes vivent dans des quartiers de misère et 3 autres millions n'ont que des baux précaires.

C'est à São Paulo justement, que le Movimento Sem Teto do Centro (MSTC), l'un des mouvements de sans-abri, se bat pour que chacun ait un toit. Le droit au logement est certes inscrit dans la Constitution brésilienne; l'argent public consacré aux programmes de logement pour les plus démunis ne suffit toutefois pas à couvrir les besoins. Voilà pourquoi 5000 familles se sont regroupées au sein du MSTC, afin de faire pression sur les autorités et d'obtenir une politique du logement plus sociale. Les membres occupent des bâtiments vides ou des terrains en friche et défendent leurs droits. Ils mobilisent d'autres groupes, organisent des occupations d'envergure et négocient la mise à disposition des espaces habitables avec les autorités.

En 2009, une organisation importante a soudain cessé de soutenir le mouvement des sans-abri, décision qui a plongé le mouvement dans les difficultés, car son financement n'est assuré qu'à partir de 2010. Pour le tirer d'embarras, le SOLIFONDS lui a versé une contribution de transition. (10 800 francs)

## Information et collaboration

Invité par Unia, le SOLIFONDS s'est rendu au congrès du syndicat, qui s'est tenu du 9 au 11 octobre 2009 à Lugano. Deux jours plus tard, il a participé au congrès du PS Suisse à Aarau. Le 11 décembre, nous avons présenté nos activités aux membres du PS 11 à Zurich.

Plusieurs séances furent consacrées à l'organisation d'un troisième forum social suisse, qui n'a finalement pas eu lieu. Le SOLIFONDS a toutefois soutenu L'autre Davos (29/30 janvier), où il a mis du matériel d'information à disposition.

### Movendo: cours sur la mondialisation

Dans le cadre du programme que l'Institut de formation des syndicats, Movendo, consacre à la gestion d'organisations syndicales, le SOLIFONDS a donné en mai un cours d'une journée et demie sur la mondialisation et la solidarité internationale.

### Camp d'été des Jeunesses socialistes

Les jeunes socialistes avaient invité le SOLIFONDS à organiser un atelier à leur camp d'été (2/3 août). Nous avons décidé de parler de la production de fruits et de légumes dans le sud de l'Espagne. En partant de ce seul exemple, nous pouvions en effet aborder plusieurs aspects interdépendants de la mondialisation: absence de perspectives dans les pays du tiers monde, migrations, racisme et exploitation des sans-papiers, agriculture industrielle et destruction de l'environnement, mais aussi capacité des ouvrières et des ouvriers à s'organiser et à défendre leurs droits.

Septante jeunes ont pris part avec un vif intérêt à deux ateliers et ont obtenu des informations de première main. En effet, le SOLIFONDS avait invité Spitou Mendy, sénégalais et porte-parole de la section d'Almería du syndicat d'ouvriers agricoles SOC.

A cette occasion, le SOLIFONDS a aussi pu transmettre au SOC un don de 12 000 francs de la part d'Unia. L'argent doit aider le SOC à poursuivre ses activités de formation syndicale.



Spitou Mendy lors d'un atelier des Jeunesses socialistes.  
Photo: Urs Sekinger

### Sud de la Chine: poussière blanche et listes noires

À l'invitation de la Labour Action China (LAC), une délégation du syndicat Unia emmenée par le SOLIFONDS s'est rendue fin juillet dans le sud de la Chine pour se rendre compte sur place des conditions de travail dans l'industrie de la joaillerie et s'entretenir avec des ouvrières et des ouvriers atteints de silicose. Avec l'appui du SOLIFONDS et d'Unia, la LAC réitère ses démarches auprès de Baselworld, Salon de l'horlogerie et de la bijouterie (Bâle), pour exiger qu'il refuse aux entreprises qui violent manifestement les normes du travail la possibilité d'exposer leurs produits. Jusqu'ici, les responsables du salon ont fait la sourde oreille.

Les membres de la délégation (le conseiller national André Daguët, Verena Della Picca d'Unia, le journaliste Michael Stötzel, de Work, et Brigitte Anderegg) ont été choqués par les conditions de travail qui règnent dans les ateliers informels, auxquels on confie toujours plus les travaux les plus dangereux et les plus sales. Dans les grandes usines, la situation est certes meilleure, mais lorsqu'un ouvrier ose réclamer en justice le respect des droits dont son patron le prive, il finit sur une liste noire. Les visiteurs suisses ont par contre été impressionnés par la volonté des ouvrières et des ouvriers chinois à faire front, malgré les représailles des employeurs et la répression de l'Etat.

A son retour en Suisse, la délégation a tenté de mobiliser les médias et les milieux politiques afin d'obliger Baselworld à adopter une position claire à l'égard des sociétés fautives.

### Campagne pour l'annulation des dettes et les réparations en Afrique australe

Le 8 avril, le juge Shira Scheindlin de New York a déclaré recevables les plaintes des victimes de l'apartheid. Ce jugement revêt une importance capitale, car il permet d'engager des poursuites judiciaires contre des entreprises ayant participé à de graves violations des droits humains.



Les victimes de l'apartheid manifestent pour leurs droits.  
Photo: Khulumani

C'est là un immense succès pour les victimes de l'apartheid.

Estimant qu'il était impossible de prouver l'implication des banques dans ces violations, la juge les a toutefois déliées de toute responsabilité, alors même que l'UBS et le CS ont soutenu le régime d'apartheid pendant des années.

Documentation et informations complémentaires : [www.apartheid-reparations.ch](http://www.apartheid-reparations.ch)

### MultiWatch

MultiWatch suit les activités de certaines multinationales afin de dénoncer les infractions à la loi, les violations des droits humains et d'autres pratiques douteuses dont elles pourraient se rendre coupables et de demander des comptes aux responsables. Le SOLIFONDS est membre du comité de l'association et cofinance le poste de 20% créé en 2007. L'année dernière a surtout été consacrée au renouvellement du site internet et à son actualisation. Les agissements de Nestlé, qui a fait espionner le groupe altermondialiste Attac, membre de MultiWatch, par l'entreprise de sécurité privée Securitas, ont par ailleurs suscité de vifs débats.

### Coordination d'ONG pour la Colombie

Le SOLIFONDS participe à la coordination d'organisations non gouvernementales qui soutiennent des projets en Colombie, un cadre idéal pour tisser des liens et échanger des informations.

### Visites

15 octobre 2008: A Genève, Dan Gallin et Brigitte Anderegg rencontrent Habib Guiza et Mohammed Chakroun de la Confédération générale tunisienne du travail (cf. Actions).

24 – 27 octobre 2008: George Dor, Jubilee South Africa, s'arrête au passage à Zurich et nous donne des informations sur la campagne contre les méthodes appliquées par les mines de platine en Afrique du Sud.

4 novembre 2008: Délégation venue du Catatumbo (Colombie). Une avocate du collectif Luis Carlos Pérez, un représentant des petits paysans et un des mouvements indigènes

sillonnent l'Europe pour dénoncer les menaces que la richesse en matières premières de leur région, proche de la frontière vénézuélienne, fait peser sur les droits humains.

6 mars: Rencontre à Genève avec Rachid Malaoui, secrétaire générale du syndicat algérien indépendant SNAPAP. Il parle des difficultés en Algérie et évoque la perspective d'une collaboration solidaire.

18 mars: Visite de Dina Nuryati, du Serikat Buruh Migrans Indonesia (SBMI). Dans le cadre d'une formation des syndicats internationaux, Dina a fait un stage auprès de l'OIT à Genève et est venue nous voir à Zurich. Elle a naguère travaillé comme employée de maison à Hongkong. Elle était alors une membre active de l'Indonesian Migrant Workers Union (IMWU), qui bénéficie aujourd'hui de l'appui du SOLIFONDS. De retour à Jakarta, Dina œuvre à présent au sein du syndicat des rapatriées (SBMI).

30 avril: Rencontre à Genève avec Junya « Lek » Yimprasert de la Thai Labour Campaign, une fervente défenseuse des normes du travail en Thaïlande. Elle a aussi rédigé une analyse de la situation politique dans son pays, qui est disponible auprès du SOLIFONDS.

1<sup>er</sup> Mai: Rencontre avec Ivaneti de Araujo, Mouvement brésilien des sans-abri (MSTC), à Berne (cf. Actions).

14 mai: Echange d'informations avec Janet Barzola, femmes de mineurs au Pérou, chez MultiWatch à Berne (cf. Action du 1<sup>er</sup> Mai).

18 juin: Rencontre avec Rabiadou Diallo à Genève. Discussion sur le putsch militaire en Guinée et le rôle des syndicats pour favoriser le passage à la démocratie.

24 juin: Rencontre avec Ayao Gbandjou de la Fédération des travailleurs du bois et de la construction (FTBC) au Togo. Entretien sur la collaboration passée et future.

5/6 octobre: Visite de Monina Wong de la Labour Action China (LAC) de Hongkong. Monina nous a rendu compte de son travail aux côtés des tailleurs de pierres précieuses atteints de silicose: services de consultation, procédures pour exiger le versement de compensations et demande d'interdire aux entreprises concernées la participation aux foires internationales de la bijouterie, comme Baselworld. Contacts avec Unia.



Délégation du SOLIFONDS et d'Unia lors d'une séance de travail à Hongkong. Photo: LAC



Monina Wong: en Suisse aussi, il faut faire davantage pression sur l'industrie de la joaillerie! Photo: Urs Sekinger

## Changement au sein de l'équipe de coordination

### Brigitte Anderegg: un travail compétent et professionnel



Le 18 septembre, lors d'un apéritif, nous avons pris congé de Brigitte Anderegg qui quittait son poste de coordinatrice au SOLIFONDS, où elle est arrivée le 1<sup>er</sup> août 1990. Après dix-neuf années d'un engagement sans relâche au service de la cause défendue par le SOLIFONDS, elle tient en effet à se consacrer à une nouvelle activité.

A la coordination, Brigitte se partageait le travail et les compétences (par pays et domaine) avec son collègue Urs Sekinger, arrivé au SOLIFONDS presque en même temps qu'elle. En Amérique latine, Brigitte s'occupait par exemple de la Colombie, une tâche ardue si l'on pense aux difficultés que les syndicats et les mouvements sociaux rencontrent dans ce pays. Des syndicalistes et des défenseurs des droits humains ont été assassinés, sans que l'on puisse espérer un véritable changement pour bientôt. Grâce aux contacts de Brigitte, le SOLIFONDS a apporté plusieurs fois son appui à des syndicats et à des mouvements paysans dans ce pays. Relevons aussi la collaboration de Brigitte au sein de l'association MultiWatch, qui a organisé en 2005 à Berne une audition sur la politique de Nestlé en Colombie. Les mouvements sociaux brésiliens lui tenant particulièrement à cœur, Brigitte a appris le portugais dès son arrivée au SOLIFONDS. Elle a ensuite tissé de solides contacts avec le mouvement des sans-terre (MST), ainsi qu'avec le mouvement des victimes de barrages (MAB). Au Forum social mondial de Porto Alegre, je n'ai pu que constater à quel point le SOLIFONDS et Brigitte sont connus au Brésil.

Le «secteur» de Brigitte comprenait aussi l'Amérique centrale, région où elle s'est surtout consacrée aux travailleuses des zones d'exportation. Il faut dire qu'elle a fait des droits des femmes un domaine d'activité prioritaire. Dans «ses» pays d'Asie, le SOLIFONDS soutient ainsi des organisations qui luttent pour le respect des droits des femmes et des droits humains en Afghanistan, de même que les ouvrières

du textile dans les zones d'exportation au Bangladesh. En Inde, Brigitte a noué des contacts privilégiés avec le mouvement des sans-terre Ekta Parishad, qui a été fondé l'année où elle a rejoint l'équipe du SOLIFONDS. Elle a d'ailleurs pris part aux impressionnantes marches de protestation organisées par ce mouvement.

Brigitte se préoccupait tout spécialement des syndicats et des mouvements sociaux d'Indonésie. Le SOLIFONDS y a soutenu diverses activités menées par des syndicats indépendants, telles la grève des dockers à Jakarta et la campagne en faveur des victimes de la dictature de Suharto (1965-1998). Certains se souviennent peut-être des lectures données en Suisse en mars 2002 par Pramodya Ananta Toer. Persécuté et banni pendant des années, cet homme, devenu l'écrivain le plus marquant d'Indonésie, a magnifiquement décrit sa vie dans la colonie pénitentiaire. Cette série de lectures a aussi servi à attirer l'attention de l'opinion publique suisse sur la lutte des Indonésiens pour la démocratie et les droits humains.

Parmi les pays «confiés» à Brigitte figurait aussi la Chine, où le SOLIFONDS soutient les tailleurs de pierres précieuses atteints de silicose. Les bijoux qu'ils taillent sont présentés chaque année à Baselworld, le salon où s'expose le luxe réservé à la haute société. En juillet cette année, Brigitte s'est encore rendue dans le sud de la Chine avec des membres d'Unia, afin d'évaluer sur place les problèmes auxquels ces travailleurs sont confrontés et de les faire connaître en Suisse.

Voilà donc une parcelle infime de tout le travail que Brigitte a accompli au SOLIFONDS. Ce que nous avons tous apprécié en elle, c'est sa collégialité, son sérieux, sa fiabilité et ses compétences. Car c'est surtout grâce à sa connaissance approfondie des langues que le SOLIFONDS a pu tisser un réseau de relations aussi étendu. Mais elle a surtout contribué à faire du SOLIFONDS une organisation sérieuse et compétente.

Chère Brigitte, nous sommes tristes de te voir partir, mais nous comprenons aussi ton désir d'entreprendre quelque chose de nouveau dans ta vie.

Hans Schäppi, le 23.10.2009

«J'ai été touchée par la confiance que vous, chères donatrices et chers donateurs, m'avez témoignée, que ce soit par vos dons ou vos mots de reconnaissance. Pour tout cela je tiens à vous remercier.

Je suis convaincue que les objectifs du SOLIFONDS restent d'actualité et son action toujours aussi nécessaire. Je me réjouis donc que nous ayons trouvé en Yvonne Zimmermann une personne compétente et engagée pour me succéder.

Meilleures salutations à vous tous et bon vent au SOLIFONDS.»

Brigitte Anderegg  
dans le dernier Bulletin d'information



Brigitte Anderegg à la fête du 1<sup>er</sup> Mai 2005: l'une de ses interventions au nom du SOLIFONDS.  
Photo: SOLIFONDS

## Yvonne Zimmermann se réjouit d'œuvrer pour la solidarité internationale

*Yvonne a commencé à travailler au SOLIFONDS en septembre, tout d'abord selon un horaire réduit, le temps que Brigitte Anderegg la mette au courant. Depuis début octobre elle occupe l'un des postes à 70% du bureau de coordination. Voici une interview que son collègue Urs Sekinger a réalisée pour vous la présenter.*

*Qu'est-ce qui t'a poussée à présenter ta candidature au SOLIFONDS ?*

J'avais envie de participer plus activement à la solidarité internationale. De plus, j'adhère pleinement aux objectifs du SOLIFONDS : apporter un soutien ciblé à des syndicats et à des mouvements populaires pour leur permettre de mener des actions politiques, des campagnes ou des grèves. Je pense ici aux mouvements des sans-terre qui occupent des terrains afin de protester contre la répartition injuste de la propriété, aux syndicats des employées domestiques ou des tailleurs de pierres précieuses, qui s'organisent pour exiger des conditions de travail dignes et sans danger, ou encore à ces gens qui refusent que les multinationales épuisent les ressources naturelles de leur région.

*La solidarité internationale, ça te connaît...*

C'est vrai. Travailler au SOLIFONDS m'intéresse aussi parce que j'ai collaboré plusieurs années avec des organisations de base, dans divers pays d'Amérique latine.

*On s'interroge sans cesse sur les résultats concrets des actions et des campagnes. Quelle est ton expérience dans ce domaine ?*

Mon travail avec le mouvement paysan en Equateur comprenait la diffusion d'informations et la mobilisation contre la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), dont la mise en place menaçait d'avoir des conséquences désastreuses sur les chances de survie des paysans et des paysannes. A moyen terme, ces efforts ont empêché la création de la ZLEA. En Bolivie, les mouvements avec lesquels j'ai collaboré sont aujourd'hui représentés au sein du gouvernement. Le succès des actions et des mobilisations n'est pas toujours immédiat, il faut parfois y travailler pendant des années...

*Des mouvements populaires au gouvernement ! Comment as-tu vécu cela en Bolivie ?*

Les mouvements indigènes en Bolivie ne sont pas nés d'hier. Ils ont évolué et beaucoup appris sur la voie qui les a conduits de l'opposition à la prise du gouvernement, et donc à l'élaboration d'une solution alternative, notamment par le biais de l'assemblée constituante. Un tel processus n'a rien de facile, et les mouvements ont aussi dû se résoudre à moult concessions. En même temps, la convocation d'une assemblée constituante fut un pas décisif, car elle met enfin un terme à la colonisation et jette les fondements d'une démocratie participative.

La victoire de 2005 a permis aux mouvements sociaux d'accéder à des structures sociales dont ils étaient jusqu'alors exclus. S'ils ont pu prendre le pouvoir politique, ils ne disposent cependant pas du pouvoir économique. De plus, le gouvernement d'Evo Morales est sans cesse sous le feu de la critique orchestrée par l'oligarchie. La situation s'avère

donc extrêmement difficile, c'est pourquoi il est crucial que les mouvements poursuivent leurs activités. Ils ne se contentent pas d'avoir leur part du pouvoir, ils veulent que les richesses du pays profitent à tous, que chacun puisse vivre dans la dignité et participer de manière autonome aux processus politiques.

*Au Honduras, c'est aussi une assemblée constituante qui est au cœur du conflit.*

Dans ce pays, il faut également que la grande majorité de la population, c'est-à-dire les pauvres, prenne part aux mécanismes de décisions dont ils sont exclus. L'Etat doit être conçu pour répondre à leurs besoins et non pas à ceux de l'oligarchie et des multinationales.

*Tu reprendras également des dossiers en Asie...*

Ce sera vraiment nouveau pour moi, mais je me réjouis beaucoup d'apprendre à mieux connaître cette région. Après un premier week-end de préparatifs consacré au mouvement des sans-terre Ekta Parishad en octobre, je commence à me familiariser avec le sujet.

*Les campagnes du SOLIFONDS exigent un effort tout particulier. Il s'agit le plus souvent de faire comprendre des situations politiques assez complexes aux donatrices et aux donateurs. Penses-tu qu'il reste encore un public qui s'intéresse à la solidarité internationale ?*

Oui, bien sûr ! L'essentiel, c'est de dépasser les slogans pour expliquer de quoi il est question sur le terrain ; que nous appuyons des femmes et des hommes qui ont choisi de résister et d'agir pour créer des bases nouvelles. Les thèmes ressemblent beaucoup à ceux d'autres domaines, comme les campagnes contre le G8, le FMI, l'OMC ou le WEF. Il faut expliquer les corrélations et mettre l'accent sur la lutte commune.

*En retenant ta candidature, le SOLIFONDS espère aussi s'adresser à des personnes plus jeunes...*

... ce n'est pas la première fois que j'entends cet argument et j'avoue franchement qu'il me fait un peu sourire. Je pense que c'est votre avis à vous, les « vieux briscards ». A mes yeux, le SOLIFONDS n'a jamais rien eu d'obsolète, je le trouve plutôt dynamique et en phase avec les mouvements sociaux.

*Merci pour ce compliment. Je n'ai qu'une chose à ajouter, c'est que je me réjouis de travailler avec toi.*



Yvonne Zimmermann (1971) a suivi des études d'histoire et de sociologie, notamment en Irlande. Elle a travaillé pendant trois ans avec des organisations populaires en Amérique latine et exercé durant plusieurs années le métier de rédactrice. En 2007 et en 2008, elle a coordonné la campagne « Euro 08 contre la traite des femmes ».

## La solidarité: mission et perspective à la fois

### Les 25 ans du SOLIFONDS – clôture des célébrations



Pour clore les célébrations de son 25<sup>e</sup> anniversaire, le SOLIFONDS a organisé le 2 mai 2009 au Volkshaus de Zurich une conférence intitulée « Développements

alternatifs en Amérique latine – difficultés et perspectives ». Ses invités, Isabel Rauber d'Argentine et Oscar Ugarteche du Pérou et du Mexique, ont présenté les changements et les événements en cours en Amérique latine: la première du point de vue des mouvements sociaux, le second du point de vue économique.

#### Le développement alternatif doit partir de la base

Dans son exposé, Isabel Rauber a souligné que le changement social n'est possible que s'il part de la base. « Il ne suffit pas qu'un gouvernement progressiste, bien décidé à se distinguer de ses prédécesseurs, prenne le pouvoir », a-t-elle souligné en mentionnant les cas du Brésil et du Chili. A son avis, il importe de développer et d'adopter de nouvelles habitudes, qui permettent aux groupes de population exclus de prendre pleinement part aux décisions. Pour illustrer son propos, elle a pris l'exemple de la Bolivie et de l'Equateur, où les mouvements autochtones se sont renforcés pour devenir des acteurs sociaux majeurs, qui revendiquent et mettent à profit leur intégration dans les processus. C'est ainsi qu'ils ont participé à l'élaboration d'une nouvelle Constitution qui tient compte des peuples autoch-

tones, jusqu'alors laissés pour compte. Contrairement à ce qui s'était produit au cours des décennies précédentes, les nouveaux mouvements sociaux ont, dans nombre de pays, obtenu le changement par les urnes. Dans ces pays, les gouvernements de gauche sont avant tout un instrument destiné à faire évoluer la société et non pas un instrument du pouvoir. D'après Isabel Rauber, seule la mobilisation de la population, à partir de la base, constitue le fondement d'un développement alternatif qui place l'être humain, la paix et le respect de l'environnement au centre des préoccupations.

Isabel Rauber a instamment souligné qu'il incombe aux mouvements de la base et à ceux qui les soutiennent de trouver des alternatives; dans le même temps, elle a mis en garde contre la montée de l'extrême droite en Amérique latine.

#### La politique économique autonome du Sud

Contrairement à Isabel Rauber, Oscar Ugarteche a abordé le sujet avec plus de recul, mettant l'accent sur le développement économique. Il a rappelé les difficultés que rencontre un développement économique alternatif. La création d'une banque du Sud (Banco Sur) est ainsi confrontée à asymétrie fondamentale: alors que le Brésil et l'Argentine sont les géants de l'économie en Amérique du Sud, d'autres pays n'ont aucun poids économique. Par ailleurs, et c'est un autre obstacle de taille, les réserves monétaires mondiales sont notées en quatre devises seulement (dollar, euro, livre et yen), de sorte que les pays industrialisés du Nord continuent à faire la pluie et le beau temps au sein des structures financières internationales. De plus, bien que la politique du Fonds monétaire international (FMI), toute basée sur les privatisations, la libéralisation du commerce, la suppression des droits de douane, la flexibilisation du travail, la déréglementation financière, etc., ait échoué, l'organisme maintient le cap de sa politique procyclique. Oscar Ugarteche a souligné qu'une banque du Sud doit rompre avec cette politique et s'attacher avant tout à garantir une politique autonome, par exemple de l'alimentation, de la santé ou de l'éducation. L'économiste a par ailleurs rappelé le rôle de l'Alliance bolivarienne pour les Amériques (ALBA) dans la coopération Sud-Sud. A ses yeux, il importe de poursuivre et d'étendre ces relations commerciales solidaires, notamment au niveau politique.

#### Ensemble pour un développement différent

En introduction à la conférence, le président du SOLIFONDS, Hans Schäppi, a passé en revue les principales causes de la crise et ses répercussions, en particulier sur les pays du Sud. Rappelant la notion de déglobalisation de Walden Bello, il a souligné l'importance de l'ALBA, du Mercosur, du Fondo Sur et du Banco Sur, qui constituent une alternative à la domination des centres impérialistes. Dans ce climat de crise, il a aussi mis en garde contre le retour de nationalismes réactionnaires, une crainte partagée ensuite par les invités latino-américains, qui ont même évoqué le risque d'une montée fasciste dans leurs pays.

Si l'on ne veut pas que la crise débouche simplement sur un ravalement de façade du système actuel, mais ouvre la voie à de véritables alternatives, il importe d'échanger nos expériences et d'en tirer les enseignements, de renforcer les réseaux solidaires et, surtout, de ne pas oublier que seule une lutte menée par la base permettra d'atteindre l'objectif visé. Telle fut la conclusion de notre conférence, et elle définit bien la mission du SOLIFONDS pour les années à venir.

#### «Le monde nouveau découle d'un processus de changement permanent»

C'est sous ce titre que *vorwärts* a publié le 15 mai dernier une interview d'Isabel Rauber. Interrogée sur la signification des victoires électorales de la gauche et sur le socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle en Amérique latine, la chercheuse en sciences sociales a notamment expliqué:

*«L'essentiel réside dans la prise de conscience politique. Les gens doivent apprendre à changer leurs modes de vie et leurs comportements, et trouver des formes solidaires de coexistence. La révolution ne consiste pas seulement à prendre le pouvoir, c'est surtout amener les gens à accepter et à opérer des changements; les changements nécessaires pour instaurer une société qui ne soit pas axée sur le marché, mais fondée sur des valeurs humaines. Or une telle définition de la société est diamétralement opposée à celle que nous a imposée le capitalisme.»*

*«Les puissances qui nous ont exploités jusqu'ici vont tout mettre en œuvre pour tenter d'éviter que les gens prennent encore davantage confiance en leur propre force. Quant à savoir si le pillage de l'Amérique latine va se poursuivre ou si nous parviendrons à imposer une intégration différente, cela dépend des peuples concernés. La lucha continua!»*



**Bilans comparées au 30 septembre 2008 et 2009**

(en CHF)	Bilan 30.9.2009	Bilan 30.9.2008
<b>Actifs mobilisés</b>		
Caisse	17.65	196.70
Compte postal	66'121.59	11'121.78
BCZ – compte de dépôts	76'308.15	32'934.95
BCZ – compte d'épargne	161'052.10	39'835.70
BCZ – dépôts à terme	0.00	120'000.00
Débiteurs divers	3'517.85	7'917.35
Actifs transitoires	2'200.00	28'750.70
<b>Immobilisations</b>		
Compte de dépôt WOGENO	76'921.90	75'722.15
Mobilier et équipement	3'000.00	3'000.00
Titres de participation	0.00	1.00
<b>Total des actifs</b>	<b>389'139.24</b>	<b>319'480.33</b>
<b>Fonds de tiers</b>		
Créditeurs divers	15'911.82	155.55
Passifs transitoires	16'200.00	15'200.00
Fonds de solidarité du personnel OSEO	106'466.80	74'872.05
<b>Réserves pour les actions</b>		
Appel 2/2007 – Inde	25'211.50	0.00
Action du 1 <sup>er</sup> Mai: Indonésie – IMWU	8'410.35	22'828.60
Fonds d'action	69'400.69	76'008.86
<b>Réserves diverses</b>		
Information	33'226.19	33'318.31
Fonds de recherche Suisse – Afrique du Sud	8'686.80	8'596.60
Frais de personnel (legs)	0.00	8'600.00
<b>Capital propre</b>		
Capital de fondation au 30 septembre	79'900.36	96'386.49
Résultat annuel	25'724.73	– 16'486.13
<b>Total des passifs</b>	<b>389'139.24</b>	<b>319'480.33</b>

**Comment le SOLIFONDS finance-t-il ses actions de soutien ?**

Le SOLIFONDS ne touche pas de fonds publics et finance ses actions de soutien uniquement par des dons privés. Voici leur forme :

**Promesses de contribution :** Il s'agit de dons promis à l'avance, dont le conseil de fondation demande le versement trois fois par an pour une action précise. Ces promesses constituent le principal « instrument » de financement du SOLIFONDS, car elles lui permettent de réagir rapidement aux demandes urgentes de soutien. Le SOLIFONDS a besoin d'un plus grand nombre de ces promesses pour être efficace ! (Voir coupon-réponse à la dernière page.)

**Dons :** Destinés à une action précise ou à caractère général, les dons complètent les promesses de contribution.

**Fonds de solidarité du personnel OSEO :** Une partie des employé-e-s de l'OSEO ont choisi de verser un pourcentage de leur salaire au Fonds de solidarité du personnel. L'argent sert aujourd'hui à financer des projets de l'OSEO (des départements International et Migrations) et des actions du SOLIFONDS. L'idée de ce fonds remonte au début des années 1980, lorsque les employé-e-s de l'OSEO ont voulu manifester leur désir de voir créer le SOLIFONDS.

**Divers :** Des fondations proches du SOLIFONDS lui versent par ailleurs des contributions ponctuelles pour des actions spécifiques.

**Le SOLIFONDS est une organisation d'utilité publique et les dons qui lui sont versés sont exonérés de l'impôt.**

Le SOLIFONDS est reconnu organisation d'utilité publique et, à ce titre, exonéré de l'impôt (art. 23, al. 1, let. d, LHID). Ce fait a été confirmé en 2005 par les autorités compétentes du canton de Neuchâtel, canton où le SOLIFONDS (officiellement Fonds de solidarité pour la lutte de libération sociale dans le tiers monde) a son siège. Depuis l'entrée en vigueur, en 2006, de la loi sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID), les dons versés au SOLIFONDS sont exonérés de l'impôt dans tous les cantons.

Début 2010, toutes les personnes qui nous ont adressé des dons de 100 francs et plus en 2009 recevront automatiquement une confirmation à l'intention de l'autorité fiscale.

**Commentaire des comptes 2008/2009**

Selon les exigences de l'autorité fédérale de surveillance des fondations, nous présentons les comptes du SOLIFONDS de manière à permettre une comparaison avec les comptes de l'année précédente. Les activités du SOLIFONDS variant d'une année à l'autre, ses comptes ne peuvent respecter ces exigences qu'en donnant une somme globale pour toutes les actions. Le détail des comptes, c'est-à-dire le montant versé pour chaque action, figure en marge de sa description dans le rapport annuel.

Si vous désirez consulter le compte d'exploitation détaillé, nous vous le ferons volontiers parvenir sur simple demande.

Malgré la crise, le SOLIFONDS a clôturé ses comptes (au 30.9.2009) sur un résultat positif (25'724,73). C'est certes réjouissant, mais force est de souligner que nous devons ce résultat à une rentrée imprévue de 52'000 francs: en 2009, la société Paracelsus, au sein de laquelle le SOLIFONDS détenait des participations, a été dissoute, ses terrains vendus et le bénéfice de la vente réparti entre plusieurs organisations sociales.

Les frais de personnel s'avèrent plus élevés cette année en raison du changement intervenu au sein de l'équipe de coordination. Le montant global comprend en effet la rémunération de la nouvelle coordinatrice pendant sa mise au courant. De plus, le renchérissement a été entièrement compensé.

Le montant consacré à l'information englobe deux dépenses extraordinaires: les frais de déplacement d'un représentant syndical à deux ateliers au camp d'été des Jeunesses socialistes (1200) et une contribution de deux ans à MultiWatch (4000). L'augmentation globale de ce poste s'explique aussi par la hausse des frais de port. Si nous avons pu, par le passé, envoyer le bulletin au tarif réservé aux journaux, les nouvelles exigences administratives de la poste nous obligent à l'expédier en courrier B (envoi en nombre); d'où une augmentation massive des coûts.

Par rapport à l'année précédente, nous avons toutefois pu accroître sensiblement le soutien accordé à nos partenaires, puisqu'il est passé

**Comptes de fonctionnement comparés 2008/2009 et 2007/2008 (du 1<sup>er</sup> octobre au 30 septembre)**

(en CHF)	Compte 2008/2009	Compte 2007/2008
Cotisations des fondateurs	42'000.00	42'000.00
Cotisations des cofondateurs	4'815.00	4'115.00
Intérêts	3'708.70	4'738.35
Frais de personnel	- 184'581.30	- 171'548.35
Frais d'exploitation	- 27'814.75	- 24'963.45
<b>Total intermédiaire</b>	<b>- 161'872.35</b>	<b>- 145'658.45</b>
Administration des projets (20%)	+ 48'585.80	+ 32'200.00
./. Réserves frais de personnel	+ 8'600.00	+ 7'200.00
<b>Coordination – solde</b>	<b>- 104'686.55</b>	<b>- 106'258.45</b>
Recettes information	700.00	1'211.00
Dépenses information	- 44'540.22	- 30'814.64
Recettes conférence (anniversaire)	8'025.00	52'200.75
Dépenses conférence (anniversaire)	- 14'795.50	- 69'899.60
Recettes Fonds de recherche	90.20	1'323.50
Dépenses Fonds de recherche, publications	0.00	- 9'118.60
<b>Total intermédiaire</b>	<b>- 50'520.52</b>	<b>- 55'097.59</b>
Information su des actions (10%)	+ 22'868.60	+ 15'100.00
./. Réserves information	+ 14'808.07	+ 17'698.85
./. Réserves Fonds de recherche	- 90.20	+ 7'795.10
<b>Information – solde</b>	<b>- 12'934.05</b>	<b>- 14'503.64</b>
<b>Actions</b>		
Promesses de contribution	139'421.00	107'029.00
Dons affectés	111'543.05	111'190.95
Recettes diverses	0.00	0.00
Paiements pour actions de soutien	- 157'833.95	- 61'091.55
<b>Total intermédiaire</b>	<b>+ 93'130.10</b>	<b>+ 157'128.40</b>
Administration	- 26'447.00	- 12'219.00
Information	- 13'224.00	- 6'109.00
./. Réserves	- 53'459.10	- 138'800.40
Appels de fonds – solde	0.00	0.00
Dons destinés à l'action du 1 <sup>er</sup> Mai	26'818.45	34'527.65
Paiements	- 29'594.25	- 31'893.95
<b>Total intermédiaire</b>	<b>- 2'775.80</b>	<b>+ 2'633.70</b>
Administration	- 5'692.00	- 6'379.00
Information	- 2'845.60	- 3'190.00
./. Réserves	+ 11'313.40	+ 6'935.30
Actions du 1 <sup>er</sup> Mai – solde	0.00	0.00
Soutiens financés par le Fonds d'action	- 49'910.00	- 58'009.90
Dons destinés au Fonds d'action	9'925.33	
<b>Total intermédiaire</b>	<b>- 39'984.67</b>	<b>- 58'009.90</b>
Administration	- 9'982.00	- 11'602.00
Information	- 4'990.00	- 5'801.00
./. Réserves	+ 54'956.67	+ 75'412.90
Fonds d'action – solde	0.00	0.00

(en CHF)	Compte 2008/2009	Compte 2007/2008
Contributions	13'000.00	12'000.00
Paiements pour actions de soutien	- 10'800.00	- 10'000.00
<b>Total intermédiaire</b>	<b>+ 2'200.00</b>	<b>+ 2'000.00</b>
Administration	- 2'200.00	- 2'000.00
Fonds du personnel OSEO – solde	0.00	0.00
Dons	38'007.50	38'462.85
Paiements pour actions de soutien	- 34'937.65	- 38'462.85
<b>Total intermédiaire</b>	<b>+ 3'069.85</b>	<b>0.00</b>
Administration	- 4'264.80	0.00
Information	- 1'809.00	0.00
./.. Réserves	+ 3'003.95	0.00
Autres actions – solde	0.00	0.00
Contributions diverses	- 500.00	- 2'700.00
<b>Actions – solde</b>	<b>- 500.00</b>	<b>- 2'700.00</b>
Dons sans destination précise	+ 91'845.33	+ 106'975.96
Recettes provenant de legs	+ 34'715.95	0.00
Versement dans la Réserve information	- 14'715.95	0.00
Versement dans le Fonds d'action	- 20'000.00	0.00
<b>Produits des legs</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>
Produit de la liquidation de Paracelsus AG	+ 52'000.00	0.00
<b>Excédent de recettes (+) / de dépenses (-)</b>	<b>+ 25'724.73</b>	<b>- 16'486.13</b>

Excédent de recettes (+) / de dépenses (-)	+ 25'724.73	- 16'486.13
Evolution des réserves	- 4'416.84	+ 23'758.25
<b>Encaissement (+) / Décaissement (-)</b>	<b>+ 21'307.89</b>	<b>+ 7'272.12</b>

**Rapport de l'organe de révision relatif au contrôle restreint à l'attention du conseil de fondation du Fonds de solidarité pour les luttes de libération sociale dans le tiers monde (Solifonds), sis à Neuchâtel**

En notre qualité d'organe de révision, nous avons vérifié les comptes annuels (bilan et compte de fonctionnement) de la fondation Fonds de solidarité pour les luttes de libération sociale dans le tiers monde (Solifonds) pour l'exercice arrêté au 30 septembre 2009.

La responsabilité de l'établissement des comptes incombe au conseil de fondation, tandis que notre mission consiste à les vérifier. Nous attestons que nous remplissons à cet effet les exigences légales en matière de qualification et d'indépendance.

Notre vérification a été effectuée selon les normes suisses du contrôle restreint. Ces normes requièrent de planifier et de réaliser la vérification de manière à déceler des anomalies graves dans les comptes annuels. Un contrôle restreint comprend des auditions, des vérifications analytiques et des vérifications détaillées appropriées des documents de la société concernée. Il n'a toutefois pas pour objet de vérifier les procédures internes ni le système de contrôle interne, et ne comprend pas non plus des auditions ou des opérations de vérification complémentaires destinées à identifier des actes délictueux ou d'autres infractions à la loi.

Au cours de notre révision, nous n'avons pas rencontré d'élément donnant à croire que les comptes annuels ne sont pas conformes à la législation suisse et à l'acte de fondation.

Gelterkinden, le 4 novembre 2009

BERO Treuhand AG, Roland Laube,  
expert-comptable diplômé

à 284'000 francs. Cette hausse s'explique par un accroissement de 30'000 francs des promesses de contribution encaissées. Les dons affectés se sont quant à eux maintenus à leur niveau de 2008, mais nous enregistrons un net recul des dons pour l'action du 1<sup>er</sup> Mai (-8'000) et des dons sans affectation précise (15'000).

Le SOLIFONDS a à nouveau pu compter sur un versement du Fonds de solidarité du personnel OSEO (13'000) et de la Fondation Berti Wicke (20'000 destinés aux employés de maison indonésienne à Hongkong).

Durant l'année écoulée, le SOLIFONDS a reçu deux legs. Désireux de les gérer avec le plus grand soin, le conseil de fondation a réservé l'un de ses legs (14'700) à l'information et l'autre (20'000) au soutien d'organisations partenaires (Fonds d'action).

S'il est certes positif, le résultat des comptes 2008/2009 aurait été tout autre sans des recettes imprévues. Or, pour mener ses activités, le SOLIFONDS dépend des promesses de contribution, des dons et des legs. Le bilan de l'année écoulée nous permet toutefois d'espérer que pourrons continuer à compter sur votre appui.

### Résumé des comptes

#### Recettes

Fondateurs et cofondateurs	46815.00
Contributions	139421.00
Dons affectés	186294.33
Fonds personnel OSEO	13000.00
Dons sans affectation précise	91845.33
Autres recettes	8725.00
Intérêts	3708.70
Recettes extraordinaires	52000.00
Legs	34715.95
Réserves	4597.24

**Total des recettes 581 122.55**

#### Dépenses

Coordination	-212396.05
Actions de soutien:	
- Information	-59425.92
- Versements aux organisations partenaires	-283575.85

**Total des dépenses -555397.82**

**Excédent de recettes 25724.73**

## « La démocratie est en jeu dans toute l'Amérique latine ! »

Début novembre, le SOLIFONDS a rencontré Wilmer Rickly, représentant du mouvement hondurien de résistance. Entretien consacré aux mouvements populaires qui s'opposent aux putschistes.



*Les mouvements populaires exigent la convocation d'une assemblée constituante. De quoi s'agit-il ?*

Le système qui a prévalu jusqu'ici au Honduras est un échec : 70% des habitants vivent dans la pauvreté, deux partis politiques se répartissent le pouvoir et dix familles contrôlent toujours 90% des richesses et 99% des médias. Pendant des décennies, ces

gens ont régné sans partage sur le pays.

La « coordination de la résistance », qui regroupe mouvements paysans, syndicats, groupements de femmes et organisations écologistes, demande une réforme totale de la Constitution nationale. Cette revendication a été formulée il y a six ans, dans l'espoir d'empêcher la conclusion d'un accord de libre-échange qui était appelé à prévaloir sur notre Constitution et à conduire à de vastes privatisations, comme celle de l'eau.

*Cette revendication prend-elle la Bolivie ou l'Equateur pour exemple ?*

Les événements au Honduras s'inscrivent bien sûr dans le contexte latino-américain. Il y a des nuances, mais l'orientation générale est la même : depuis la colonisation, quelques familles ont dirigé l'économie et la politique, alors que les peuples autochtones traversaient des siècles de mépris et de discrimination.

Les pays d'Amérique latine doivent surtout coopérer. Le Honduras réalise 90% de ses échanges commerciaux avec les Etats-Unis, d'où une forte dépendance. Mais les relations commerciales se multiplient à présent entre pays du sous-continent.

*Le président Manuel Zelaya a encouragé cette évolution...*

Bien qu'appartenant à un parti traditionnel, le président a repris les revendications des mouvements populaires à son compte. Le Honduras a ainsi rejoint l'Alliance bolivarienne pour les Amériques (ALBA) et établi des relations diplomatiques avec Cuba. Le « péché » de Manuel Zelaya fut de décider en président d'un pays souverain. Cela n'a pas plu à l'élite naguère au pouvoir ni aux Etats-Unis. C'est ce qui explique le coup d'Etat du 28 juin.

*Les mouvements populaires s'opposent depuis des mois aux putschistes. Quelles sont les raisons de cette mobilisation ?*

Le pays n'est plus le même qu'avant. La population ne se laisse plus intimider : depuis des mois, elle oppose une résistance pacifique à la nouvelle mainmise. Pour la première fois dans l'histoire, nous avons mis fin à un putsch. Citoyens et citoyennes ont retrouvé leur dignité et agissent en politique. Ils le font malgré une répression massive : Des milliers de personnes emprisonnées, des centaines de femmes violées et des douzaines de morts. Pourtant, la résistance se poursuit, car les gens ne veulent pas perdre espoir.

Le gouvernement putschiste organisera sans doute des élections fin novembre. Les mouvements sociaux et les syndicats ont décidé de les boycotter. Nous continuons à résister.

*Comment pouvons-nous soutenir les mouvements populaires ?*

Nous avons besoin d'une solidarité active : il faut informer l'opinion publique, montrer que les élections font partie du putsch. Il importe aussi d'amener les gouvernements européens à ne pas reconnaître leur résultat. Ce qui est en jeu, ce n'est pas seulement la démocratie au Honduras mais dans toute l'Amérique latine !

### SOLIFONDS – Bulletin d'information

*Edition* : Fondation « Fonds de solidarité pour les luttes de libération sociale dans le tiers monde »

*Parution* : 5 fois l'an

*Rédaction* : Brigitte Anderegg, Urs Sekinger, Yvonne Zimmermann

*Traduction* : Milena Hrdina, Moutier

*Impression* : printoset, Zurich

SOLIFONDS, Quellenstrasse 25, Postfach, 8031 Zurich

Tél. 044 272 60 37 / Fax 044 272 11 18 / mail@solifonds.ch / www.solifonds.ch



Ne touchant pas de fonds publics, le SOLIFONDS ne peut compter que sur la solidarité de ses donatrices et de ses donateurs.

## Le SOLIFONDS a besoin de promesses de contribution !

Dans bien des cas, par exemple lors d'une grève, d'une occupation de terrain ou en cas d'arrestation, le SOLIFONDS doit pouvoir répondre rapidement et sans excès bureaucratiques à des demandes d'aide. Pour cela, nous avons besoin d'un aussi grand nombre que possible de promesses de contributions : dons que les gens s'engagent à l'avance à verser, sur demande du conseil de fondation, pour financer une action précise. En soutenant le SOLIFONDS, vous savez toujours à quoi sert votre argent.

**Je m'engage à verser, sur demande, un montant de \_\_\_\_\_ francs au SOLIFONDS pour financer une action précise.** (Au maximum trois versements par an. Valable deux ans et renouvelable.)

Prénom, Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

NPA, Localité \_\_\_\_\_

Date, Signature \_\_\_\_\_